K0116472

French translation of a Kinyarwanda transcript of a Radio Rwanda broadcast d.d. 10 May 1994

Interview with BICAMUMPAKA, Jérôme, Minister of foreign Affairs in which he says, among other remarks, that

- He just came back from a mission in Kenya and Zaire; both countries are supporting his government.
- He talked to several people, both Government-supporters and RPF-supporters.
- The RPA causes the killing with their attack.
- The Rwandese Government and the GP don't kill civilians.
- Rwandese soldiers have been fighting other soldiers on the battlefield.
- The Rwandese population has been fighting the accomplices of the RPF. They fought the people who had ammunition at home. They fought also those who had INKOTANYI in their house and those who gave them food. The population also fought those who gave financial or material contributions the the RPF.

Tony Lucassen, 12 January 2000

FACE A

Hyacinthe BICAMUMPAKA, journaliste à radio Rwanda :
Pouvez-vous nous parler de l'objet et du résultat de votre mission ?"

Jérôme BICAMUMPAKA, ministre des affaires étrangères :
Merci, Monsieur Bicamumpaka. Effectivement, je rentre d'une mission au Kenya et j'ai également eu l'occasion de me rendre au Zaïre. J'ai donc fait une tournée dans les capitales de ces deux pays. Ma mission concernait les moments que nous vivons actuellement. Comme tous les Rwandais le savent, nous vivons actuellement des moments critiques de guerre. Alors, vous comprenez bien que le gouvernement doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour trouver une solution à cette situation difficile que traverse le pays. La mission alors ne... l'objet de la mission n'était autre que de visiter les pays amis, discuter avec les gens, échanger des points de vue, plus particulièrement avec nos adversaires pour trouver une solution au problème que connaît notre pays .

Hyacinthe Bicamumpaka, journaliste :
Monsieur le Ministre, vous vous êtes rendu à Nairobi, et nous savons bien que Nairobi abrite beaucoup d'Inkotanyi. Plusieurs éléments du FPR vivent là-bas. Auriez-vous par hasard eu l'occasion de vous entretenir avec eux sur les problèmes du Rwanda, les problèmes de guerre et sur les négociations que nous devons mener avec le FPR pour mettre fin à cette guerre, pour permettre ainsi aux Rwandais de revivre la paix ?

Jérôme Bicamumpaka, ministre des affaires étrangères :
Oui, j'ai vu ces gens. C'est une chance pour eux de rencontrer quelqu'un [qui vient du Rwanda] Les uns alors disent : « Il a fui le pays, nous avons de la chance. Donnons-lui l'occasion de faire une déclaration sur les ondes de Radio Muhabura ». C'est que chaque fois qu'ils voient un ministre à l'extérieur, ils disent : « Il a fui, Il faut qu'il nous déclare quelque chose, il vient pour élargir la famille du FPR ». Ces gens alors vous approchent et vous posent des questions, mais on les identifie facilement Ce sont les réfugiés rwandais et ils font partie de nos agresseurs ou ceux qui soutiennent financièrement ces derniers. Franchement, j'ai rencontré ces gens, certains ont pris le courage de m'approcher pour me dire : « Ne retourne plus à Kigali, car, nous avons déjà pris cette ville.» «Avec qui l'avez-vous prise ?» leur ai-je demandé . Il n'ont pas pu répondre. « Viens au contraire, pourquoi tu ne rentres pas si vous l'avez prise ?» ai-je poursuivi. Cette question leur a causé des ennuis. Il existe des problèmes entre ces gens, notamment entre ceux qui ont fui depuis longtemps et ceux qui sont en train de fuir. Lorsqu'on demande à ceux qui ont quitté le pays depuis longtemps, ils répondent plutôt, ceux qui sont partis récemment et ceux qui sont partis depuis longtemps constituent deux factions d'Inkotanyi qui ne sont pas en bons termes. Ceux qui sont partis récemment disent : «Vous qui êtes partis autrefois, vous nous avez menti en nous demandant de cotiser, disant qu'en trois jours vous alliez prendre Kigali. Nous vous avons donné ces cotisations, mais au lieu de trois jours vous avez mis un mois pour prendre Kigali, vous avez causé la mort de nos parents; nous n'avons plus de parents! Vous, vous êtes de méchants types » Et l'on entend les autres dire : « ceux qui sont partis autrefois disent : « "Au moment où nous passions des nuits dans les tranchées vous étiez en train de sabler le champagne à Kigali". On constate alors qu'il existe des problèmes entre eux qui font qu'ils ne se parlent plus.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Monsieur le Ministre, vous venez de parler des dissensions au sein du FPR; à la même occasion, je me suis rappelé avoir récemment reçu une lettre à Radio-Rwanda faisant état de l'existence d'une autre aile FPR, je ne dirais pas qu'il s'agit d'une aile du FPR, il s'agit plutôt d'une aile composée de réfugiés qui sont partis autrefois qui se dénomme "Front rwandais de redressement". Et cela nous pousse à nous poser la question de savoir si le FPR ne sera pas divisé en trois factions. Lorsque vous vous parlez à ces personnes qui se sont exilées récemment, que vous répondent-elles à propos de la paix au Rwanda ? »

Jérôme Bicamumpaka :

Oui, effectivement le FPR est divisé. Même au sein de ce groupe belligérant il y a des extrémistes, notamment Kagame et Rutaremara ; leur seul objectif est de tuer. Ils veulent tuer tous les Hutus et ne sont pas prêts à partager le pouvoir avec les Rwandais de l'intérieur du pays. Eh... ceux qui sont partis récemment, ceux qui ont fui récemment, vont à mon avis constituer leur propre bloc, car, ils connaissent très bien les Rwandais. Vous savez aussi bien que les Rwandais que ces gens étaient les grands riches de Kigali. Ce sont eux qui avaient assez d'avoirs au Rwanda. Je n'exagère pas. Tous les beaux grands bâtiments de Kigali leur appartenaient. Je trouve qu'ils sont responsables de leur fuite, car, ils ont fui les combats entre le FPR et les Forces armées rwandaises. Ces personnes qui ont fui récemment condamnent le FPR en disant : « Nous regrettons. Si seulement nous l'avions su. Vous nous avez entraînés dans une situation difficile. Nous n'allions pas vous suivre, car, c'est plutôt le gouvernement rwandais actuel qui dit la vérité, même si vous l'accusez de tuer les gens. » A propos des massacres, moi je leur ai dit ceci : « Vous qui manifestez une méchanceté sans précédent, qui est à l'origine de la guerre que nous connaissons actuellement, alors que les accords de paix ont été signés ? » Ils m'ont répondu : « Ce sont les G.P. » Quand on leur demande où les G.P ont pilonné, ils sont incapables de répondre. Ils disent :« Les G.P ont tué les Tutsis ». Moi je leur ai fait comprendre que ce qu'ils disent n'est pas vrai, qu'ils sont plutôt responsables de la mort des Tutsis qui a suivi l'assassinat du Président de la République dont ils sont les auteurs.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Monsieur le Ministre, à regarder de près les deux factions [au sein du FPR] on croirait que la guerre du Rwanda est loin de se terminer, car, à mon avis, si nous continuons à combattre les Inkotanyi, certains d'entre eux préféreront rester là où ils sont. Et lorsque nous reprendrons les négociations de paix, nous aurons également à nous battre contre ceux qui seront restés là-bas, car, on me dit qu'il existe plusieurs factions au sein du FPR. Avec qui allons-nous négocier alors ? Avec ceux qui sont partis il y a longtemps, ou avec ceux qui sont partis récemment ?

Jérôme Bicamumpaka :
Vous posez une question très difficile, Monsieur Bicamumpaka. Mais à l'heure actuelle, on constate qu'ils ne peuvent plus se battre. Quand on leur pose la question : «est-ce que vous allez dirigez le pays ?» ils répondent : « Nous ne pouvons pas diriger un pays habité uniquement par les Hutus. » Ils savent que même s'ils arrivaient à gagner cette guerre, ils ne pourraient pas diriger ce pays. Car, ils savent bien qu'ils sont haïs par la population. Vous savez bien que la population les fuit. Lorsqu'ils arrivent dans une région, la population s'enfuit. Alors, qui vont-ils

diriger, si la population est en train de les fuir ? Donc, cette guerre ne... est difficile. Ce ne sont pas les armes qui mettront fin à cette guerre, mais plutôt les négociations, comme vous le dites. Mais, ils refusent de négocier en disant que nous avons tué les gens, et ils oublient que ce sont eux qui ont fait tuer ces gens. Ils disent qu'à l'heure actuelle les négociations sont impossibles. Vous avez-vous même entendu Kanyarengwe dire qu'il n'accepte plus les négociations d'Arusha. Et lorsqu'on lui pose la question de savoir ce qu'il accepte, il est incapable de répondre. Quant à nous, au sein du gouvernement rwandais, nous disons que nous nous référons aux termes des Accords d'Arusha, même si l'une des partie les a violés.

Nous avons proposé de déposer les armes pour voir comment appliquer ces accords, mais le FPR ne semble pas intéressé parce qu'il sait très bien que si les accords sont mis en application, il ne pourrait plus prétendre à ses desiderata, à savoir, le tiers des portefeuilles gouvernementaux qu'il voulait pour pouvoir bloquer les décisions du Gouvernement. Et ceci parce qu'il ne dispose plus de complices au sein du Gouvernement. S'ils [les membres du FPR] viennent, ils seront au nombre de cinq au lieu de sept. Ils ne trouveront pas sur place les deux [ministres] dont ils avaient besoin pour bloquer les décisions du Gouvernement. Il en sera de même au parlement. Le FPR ne disposera que de 11 députés ; ils ne pourront plus compter sur leur complices. Ainsi donc, le FPR ne veut pas cela.

Ils [les membres du FPR] raisonnent de la façon suivante : « Faisons la guerre pour prendre une grande partie du pays. Après avoir pris une grande parie du pays, par exemple, si nous prenons quatre préfectures, nous pourrons réclamer quarante pour cent des postes. » Cela signifie qu'ils disposeraient d'à peu près neuf postes ministériels. Ils se disent donc :« Prenons une grande partie du pays, et rejetons les accords ; nous dirons que nous contrôlons une partie du territoire égale à quarante pour cent et que, par conséquent, nous réclamons autant de porte-feuilles ministériels.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Etant donné les desseins et les objectifs du FPR, que compte faire le Gouvernement ? Cela signifie-t-il que nous allons nous aussi poursuivre la guerre ou bien allons-nous continuer à demander à la communauté internationale de... [interruption]
Vous avez suivi le discours du Premier Ministre là où il dit : « Chaque Rwandais devra disposer d'un fusil qu'il emmènera avec lui dans son champ, pour se battre contre les Inkotanyi s'ils l'agressent. »Vous comprenez... N'avez-vous pas remarqué que cela les (Inkotanyi) avait découragé ; lorsque vous les avez vus, avaient-ils autant le moral comme à la guerre de 1990 lorsqu'ils ont lancé l'attaque ?

Jérôme Bicamumpaka :
Cette réaction les a affaiblis, parce qu'ils ignoraient que les Hutus étaient unis. Ils ignoraient que les Hutus allaient s'unir une fois attaqués. Ils savaient que les partis politiques nous avaient divisés et qu'ils allaient faire bloc pour combattre l'ennemi. Ils se sont découragés quand je leur ai dit que le citoyen rwandais était désormais prêt à se contenter du peu qu'il mais qu'il pourra défendre au lieu de posséder des biens qu'il sera obligé de laisser derrière en cas d'attaque. Il est préférable de posséder une seule chemise et un seul pantalon au lieu de dix chemises et dix pantalons à laisser derrière en cas d'attaque. Celui qui possède un seul article peut le défendre, il commencerait par vendre les neuf autres pour avoir des armes en vue de protéger ses biens. Ils ont peur quand nous disons que nous allons investir tous nos biens dans la guerre pour pouvoir

vaincre l'ennemi d'abord ;. qu'au besoin, nous allons quitter les maisons aux toits en tôle parce qu'ils [les militaires du FPR] savent qu'ils les ont détruites et que nous dormirons, le cas échéant, sous des tentes en plastique, pourvu que tout rwandais ne soit plus obligé de fuir à l'approche de dix *Inkotanyi.* Au lieu de courir, il doit s'arrêter pour les confronter tel que l'a déclaré le Premier Ministre. Si quelqu'un va dans son champ, qu'il prenne son fusil et des munitions. S'il les entend tirer, qu'il tire à son tour.

Je pense que cela leur servira de leçon et d'ailleurs on leur a déjà donné une sauf que ce sont des gens têtus.
On leur a déjà donné une leçon et ils devraient s'en arrêter là et revenir à la raison. Ils devraient comprendre qu'ils cherchent à posséder un pays dont les citoyens ne veulent pas d'eux.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Une autre question que j'avais oubliée de vous poser : vous êtes allés à Nairobi, et nous avons entendu sur les ondes de radios étrangères que Faustin Twagiramungu serait à Nairobi. Avez-vous pu vous entretenir avec lui ?

Jérôme Bicamumpaka :
Oui. Je n'ai pas vu Twagiramungu mais je sais qu'il est à Nairobi où d'ailleurs il se fait passer pour le Premier Ministre. Devant de telles déclarations, notre ambassadeur a déclaré reconnaître un seul Premier Ministre, à savoir Jean Kambanda. Il a dit qu'il ignorait cet autre Premier Ministre. La preuve c'est que Twagiramungu, comme vous le savez, avait commencé à faire des déclarations sur les ondes des radios étrangères ; il faisait différentes déclarations. Notre ambassadeur au Kenya, un homme courageux que je félicite, a dit que cela était inacceptable. Il a fait comprendre aux autorités Kenyanes qu'il que nous ne sommes pas d'accord avec ces agissements puisque le Rwanda a un seul Premier ministre ; que nous ne comprenons donc pas comment elles [les autorités kenyanes] peuvent laisser une personne avilir notre pays alors que le Kenya est un pays ami.

Ayant compris la protestation, le Kenya lui (Twagiramungu) a privé de téléphone. Il n'est plus raccordé au réseau téléphonique de peur qu'il n'induise des gens en erreur en se faisant passer pour le Premier ministre. Actuellement, Twagiramungu est réduit à quémander des vêtements. J'en ai entendu parler et j'ai vu un Indien qui lui livrait des vêtements et qui s'étonnait que Twagiramungu en soit arrivé là.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Hum !

Jérôme Bicamumpaka :
Il se trouve en mauvaise posture. Il a voulu demander asile en Tanzanie sous le prétexte de ne pas s'éloigner du Rwanda, pour pouvoir suivre de près la situation. Il pense qu'Arusha va le maintenir dans le poste qu'il s'est octroyé au grand dam de son parti. Je ne sais même pas si le parti lui appartient toujours.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Nous avons appris qu'il aurait rejoint le FPR.

Jérôme Bicamumpaka :
Oui, mais il ne le dit pas de cette façon. Il dit plutôt qu'il voudrait se rendre en Tanzanie. Mais les autorités tanzaniennes ont aussi rejeté sa demande en disant : « Nous avons servi de médiateur entre les Rwandais, nous ne pouvons pas recevoir quelqu'un qui vient salir la République Rwandaise alors que vous avez refusé notre médiation. Nous ne pouvons pas le recevoir sur mon territoire ». Il cherche actuellement un pays d'accueil. Les pays africains l'ont démasqué. Ils ont aussi découvert les objectifs du FPR, étant entendu qu'ils ne sont pas nouveaux. Ce sont des objectifs hitlériens ! Le faschiste, le nazi. Twagiramungu est un nazi comme tant d'autres. Il devrait être arrêté et jugé parce qu'il a joué un rôle dans le malheur qui nous accable actuellement. Il semblerait qu'il veut aller au Canada. Mais le Kenya l'a aussi sommé de quitter son territoire. Il est surveillé par deux gardes, il n'a pas de téléphone, [et] il ne peut plus se déplacer parce qu'il n'a pas d'argent.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Ainsi donc, les Rwandais ont compris où est passé leur « homme », comment il se porte et comment il est traité et... à bon entendeur, salut! Pour revenir aux relations entre le Rwanda et le Kenya, dans quelle mesure le Kenya a-t-il compris la tragédie rwandaise actuelle?

Jérôme Bicamumpaka :
Le Kenya a bien compris la tragédie que vit actuellement le Rwanda. Vous savez qu'à la mort du Président de la République, le Kenya a été le premier à soutenir les Rwandais dans leur souffrance et il a même observé un deuil de trois jours. Le drapeau kenyan était en berne pendant trois jours, mais ce n'était pas tout, puisque vous savez que le Kenya a été l'un des premiers pays à reconnaître ce gouvernement. Cela prouve donc que ce pays nous soutient. Bien plus, vous savez qu'à la mort de notre Président les Inkotanyi ont bu beaucoup de bière et ont dansé sur les routes ! A Nairobi cependant, ils ont été arrêtés, battus, jetés en prison et obligés de payer des amendes; certains ont même été chassés de Nairobi. Cela a bel et bien eu lieu et vous en entendrez parler. Il ne s'agit pas d'un mensonge. Vous comprenez donc que le Kenya aime le Rwanda. C'est un pays qui voudrait aider le Rwanda et je n'hésiterais pas à dire qu'il nous aidera. Vous savez bien que c'est un pays puissant avec lequel nous pouvons avoir des échanges commerciaux. C'est donc un pays dont nous attendons beaucoup de choses et qui comprend bien la réalité de notre tragédie.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Peut-on maintenant parler des relations rwando-ougandaises? Certains Ougandais disent :
« MUSEVENI va trop loin en attaquant un pays limitrophe alors que ce dernier nous est très utile dans le cadre des échanges commerciaux entre pays Africains ». Est-ce que vous n'auriez pas rencontrés des Ougandais qui partagent cette opinion pour discuter avec eux de la politique ougandaise?

Jérôme Bicamumpaka :

Les Ougandais euh... eux aussi... sont vraiment malheureux. Ils sont malheureux d'avoir pour dirigeant un homme pareil. Cependant, même si nous disons que l'Ouganda soutient les INKOTANYI, je ne dirais pas que tous les Ougandais soutiennent les INKOTANYI. De plus, tous les Ougandais ne soutiennent pas MUSEVENI. Nous ne pouvons donc pas dire que tous les Ougandais nous attaquent. Ça serait un écart de langage[1], ça serait du verbiage. Ainsi donc, nos relations politiques avec l'Ouganda ne sont pas au beau fixe. Néanmoins, elles devraient être bonnes même si... puisque l'Ouganda ne se résume pas à MUSEVENI. L'Ouganda, ce sont les Ougandais et tout le patrimoine de ce pays. MUSEVENI quittera le pouvoir un jour, soit à la suite d'élections, soit par la force : un coup d'état militaire, soit à sa mort. Tout cela est possible. Je n'exclus donc pas l'idée qu'après son départ notre pays continuerait d'avoir de bonnes relations avec les Ougandais comme cela a toujours été le cas. Je vous rappelle que des Ougandais se sont cotisés dans le but d'aider l'Armée Rwandaise afin qu'elle puisse battre les INKOTANYI . Mais eux aussi disent : « Nous les battons... mais où les enverrez-vous. Puisque vous allez les envoyer en Ouganda où ils continueront de jouir du soutien de MUSEVENI ? » On sait d'ailleurs qu'ils harcellent les Ougandais. KAGAME est toujours membre de l'Armée Ougandaise. Vous savez très bien qu'il n'a pas encore été démobilisé. Quant à Elie KATEGAYA, un Munyankole[2], l'allié de KAGAME et MUSEVENI, il est toujours là. Cependant, au niveau de la politique de notre pays, nous ne pouvons pas dire que les Ougandais et nous sommes des ennemis. L'Ouganda a eu le malheur d'avoir à sa tête un homme méchant, un belliciste, un homme assoiffé de sang qui, comme je l'ai déjà dit, devrait comparaître devant le tribunal pour être jugé. Voilà pourquoi le tribunal dont il est question devrait être mis en place sans tarder pour que nous puissions juger ces individus là. Qu'ils restent en Ouganda et qu'ils n'aillent nulle part ailleurs.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Laissons de côté l'Ouganda, car ça ne sert à rien de nous attarder sur ce pays étant donné que nos relations avec lui ne sont pas bonnes du fait qu'il a aidé les INKOTANYI à détruire le Rwanda. A ce propos, je me suis entretenu aujourd'hui avec un INKOTANYI qui m'a expliqué comment l'Ouganda les aide. Quittons donc ce pays pour nous rendre au Zaïre, où vous avez fait escale. Avez-vous pu vous entretenir avec certaines autorités de ce pays ?

Ministre Bicamumpaka :
Euh... je n'ai pas passé beaucoup de temps au Zaïre. J'y ai passé environ seize heures. Je vous dirai donc que je n'ai pas pu rencontrer les autorités de haut rang. J'ai rencontré celles qui sont venues m'accueillir à l'aéroport ainsi que notre ambassadeur. Oui... vous comprenez que nous avons parlé du problème rwandais. Le problème rwandais préoccupe donc les Zaïrois en raison des échanges commerciaux entre nos deux pays. On peut vraiment dire que le Zaïre est un grand pays ami à nous, avec lequel nous tissé des relations très étroites. C'est pays ami, vraiment ! Vous vous rappelez qu'il nous a secourus tout au début, en 1990. Ils ont donc été profondément

---

[1] En français dans le texte

[2] Membre de la tribu des *Banyankole* en Ouganda.

touchés par la mort de HABYARIMANA, notre Président HABYARIMANA. Ils ont tellement été affligés par cette mort qu'ils ont pris des mesures contre les INKOTANYI. Par conséquent, certains d'entre ces INKOTANYI sont en train de fuir et d'autres ont été littéralement spoliés de leurs biens. On constate donc que ces actions n'ont pas mal découragé les INKOTANYI qui nous attaquent car eux aussi ont donné de l'argent. Ils n'en auront plus d'argent.

Ainsi donc, les Zaïrois n'y vont pas par quatre chemins. Ils ont été très peinés d'apprendre que la mort de leur ami [...] - Vous le savez, le Président HABYARIMANA était vraiment l'ami des Zaïrois et les Zaïrois étaient amis des Rwandais. Quand il arrivait chez eux, ils étaient contents de lui. C'est pourquoi cet événement les a chagrinés et ils ont même observé le deuil. Ils sont prêts eux aussi à nous aider. Au fait, celui qui te soutient, celui qui te dit « Tiens bon ! » à la bataille te soutient vraiment.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Euh! Alors, Excellence Monsieur le Ministre, nous arrivons au terme de notre entretien. Mais, à propos de notre entretien, il y a peut-être... il y a un point qui vous tient à coeur mais que vous n'avez pas soulevé. Pouvez-vous donc nous en parler un peu et dire aux Rwandais comment vous envisagez l'avenir du Rwanda?

Jérôme Bicamumpaka :
Eh! ... je vous remercie infiniment de me permettre de conclure notre entretien. Je voudrais surtout conclure à partir des propos que je viens de prononcer. Ce que je peux dire, en premier lieu, c'est que le FPR devrait être raisonnable et engager des négociations avec le gouvernement Rwandais pour voir comment mettre fin à la guerre. Je vous ai dit que ce problème ne peut, en aucune façon, être résolu par la guerre. Le FPR devrait, également, accepter de partager le pouvoir, venir partager le pouvoir avec ceux qu'il trouve dans le pays sans se rehausser et prétendre être d'une ethnie supérieure aux autres. Dans ces conditions, nous aurons tous deux gagné la guerre. Le FPR aussi aura gagné la bataille en acceptant de partager le pouvoir avec ceux qu'il aura trouvés dans le pays, et nous qui serons à l'intérieur du pays, nous aurons aussi gagné la guerre... et ce sont tous les Rwandais qui auront gagné cette guerre. Ce n'est pas uniquement le FPR qui aura gagné, ce n'est pas non plus le côté gouvernemental qui aura gagné.

Dans ces conditions, nous aurons tous gagné la guerre. **J'ajouterais que le FPR doit cesser de dire que le gouvernement Rwandais a tué. Je vous ai dit que le gouvernement n'a jamais tué ; je vous ai plutôt dit que c'est la population rwandaise et les militaires rwandais qui ont combattu ensemble. Les militaires ont combattu les autres militaires sur le champ de bataille tandis que la population a, à son tour, combattu les complices du FPR. La population a combattu les gens qui possédaient des munitions chez eux. Ils ont, aussi, combattu ceux qui hébergeaient des INKOTANYI chez eux et qui leur donnaient à manger. La population a, en plus, combattu ceux qui donnaient des contributions financières ou matérielles aux INKOTANYI. Le FPR devrait comprendre ces choses-là.**

Hyacinthe Bicamumpaka :
Eh bien... Merci Excellence Monsieur le Ministre. Alors, chers amis auditeurs de Radio Rwanda, voilà ce que les INKOTANYI pensent de la guerre qui les oppose au gouvernement rwandais. Voilà les idées que le Ministre vous a livrées en ce qui concerne le déroulement des négociations et les suggestions qui doivent êtres faites pour que les accords entre les deux parties soient conclus. Mais vous avez également appris qu'il y a des conflits au sein des INKOTANYI. Ainsi, je remercie Son Excellence le Ministre qui a consenti à nous faire partager ces idées. Je le remercie et je vous remercie également de nous avoir écoutés.